

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est

Une publication du SER de Nairobi
Semaine du 20 mai 2024

Régional

Les pays d'Afrique de l'Est en tête du classement africain sur le tourisme de conférences

Trois pays d'Afrique de l'Est figurent parmi les cinq premiers du classement établi par le rapport 2023 de l'*International Congress and Conventions Association* (ICCA) : le Rwanda (2^{ème} avec 32 conférences), le Kenya (3^{ème} avec 21 conférences) et l'Ouganda (5^{ème}). La Tanzanie (6^{ème}) et l'Éthiopie (8^{ème}) figurent également dans le top 10. L'ICCA a examiné plus de 10 000 réunions tenues en 2023 pour dresser un classement mondial et des classements régionaux des pays et des villes en matière d'organisation de conférences nationales et internationales. Bien que le classement africain soit dominé par l'Afrique du Sud, avec l'organisation de 98 conférences, la progression des pays d'Afrique de l'Est est notable, à l'image du Kenya qui occupait la 9^{ème} place au classement africain en 2022. Au classement mondial, le pays est passé de la 80^{ème} à la 58^{ème} place en 2023. À l'échelle des villes africaines, Kigali et Nairobi se placent 2^{ème} et 3^{ème} derrière Le Cap. Cette avancée souligne l'essor du secteur des événements commerciaux en Afrique de l'Est. Le Kenya prévoit 1 million de visiteurs internationaux « MICE » (*Meetings, Incentives Travel Conferences and Exhibitions*) d'ici 2030 et projette 370 MUSD de revenus contre 157 MUSD aujourd'hui. Le secteur MICE a représenté 24 % des 1,9 million d'arrivées internationales du pays l'année dernière.

Comores

Coopération dans le domaine des TIC entre les Comores et Maurice

Le sommet sur l'Intelligence Artificielle (IA), qui se tenait du 08 au 12 mai dans le cadre de la *Mauritius Emerging Tech Exhibition* (METX), a permis de renforcer la coopération dans le domaine de l'IA entre les Comores et Maurice, sur la base d'un accord signé entre les autorités de régulation des TIC des deux pays. Au titre des priorités ciblées par cette coopération figurent en particulier : le renforcement de la surveillance des trafics téléphoniques, du spectre des fréquences et des diffusions par satellite. Des échanges se sont également tenus sur l'extension des connexions par câbles sous-marins pour améliorer les infrastructures de communication entre les deux pays. Enfin, la mise en place de « l'itinérance gratuite » entre les deux pays, soit l'action d'appeler, d'envoyer des messages et d'utiliser ses données internet depuis l'étranger qui permettrait de faciliter les communications pour les habitants des deux îles, a également été abordé.

Erythrée

Deuxième session de consultation bilatérale entre l'Inde et l'Erythrée

Les bureaux des affaires étrangères de l'Erythrée et de l'Inde se sont réunis à New Delhi pour la première fois depuis 2018 afin de discuter des possibilités de coopération entre les deux pays. Les discussions ont porté sur un large éventail de sujets bilatéraux, régionaux et multilatéraux. En outre, les coopérations déjà existantes dans les domaines de l'agriculture, l'agroalimentaire, la santé, la pharmaceutique, les énergies renouvelables, les mines, le commerce et l'investissement ont été évoquées. Une coopération pour l'amélioration de l'infrastructure publique digitale a été également envisagée lors de la réunion. La première session de consultation bilatérale avait eu lieu à Asmara en octobre 2018 suite à la signature d'un protocole d'accord en avril 2018 à New Delhi.

Ethiopie

2,5 Mds USD de recettes d'exportation sur les trois premiers trimestres

Le ministère du Commerce et de l'Intégration Régionale a annoncé avoir comptabilisé 2,5 Mds USD de recettes d'exportation au cours des trois premiers trimestres de l'année fiscale 23/24. Ce montant correspond à 70,5 % de la cible d'exportation déterminée par le gouvernement pour l'année fiscale en cours (3,6 Mds USD). Les exportations sont en légère baisse sur ces trois premiers trimestres: en comparaison, les recettes sur la même période l'année dernière se sont élevées à 2,6 Mds USD. L'exportation de café a généré 835 MUSD sur la période (en baisse de 7 % par rapport à la même période de l'année 2022/2023), tandis que les produits agricoles (graines oléagineuses, sucre, khat et bétail) ont rapporté 699 MUSD (en hausse de 10 %). Au cours du précédent exercice fiscal, l'Ethiopie avait enregistré des exportations à hauteur de 3,6 Mds USD (-12 % par rapport à FY21/22).

Le tourisme, en légère reprise, rapporte 3,2 Mds USD à l'Ethiopie en neuf mois

Selon la ministre du Tourisme, 861 126 touristes internationaux se sont rendus en Ethiopie sur les trois premiers trimestres de l'année 2023/2024 (+11,3 % par rapport à la même période l'année dernière), rapportant 3,2 Mds USD (contre 3,1 Mds USD), soit des dépenses moyennes individuelles de 3 715 USD. S'agissant du tourisme intérieur, il a généré 48,8 Mds ETB (850 MUSD) sur les trois premiers trimestres grâce à 30,5 millions de touristes locaux, soit des dépenses moyennes de 1 600 ETB (27,8 USD). A noter que le ministère du Tourisme considère comme touriste local chaque éthiopien ayant visité un site d'attraction (musée, lieu touristique majeur). Le tourisme est moteur de croissance pour le pays, avec 91 nouveaux investissements recensés et près de 81 000 emplois créés dans le secteur sur l'année en cours. La France soutient le tourisme éthiopien via un programme de rénovation et de conservation des églises rupestres de Lalibela et la conversion en musée du palais impérial de Haile Selassie, tous deux mis en œuvre par l'AFD. La situation sécuritaire dégradée dans de nombreuses régions du pays place toutefois l'activité touristique très en-deçà de son potentiel: le tourisme représentait 2,2 % du PIB en 2023, contre 6 % en 2019.

Protocole d'accord signé pour le développement d'une zone franche au sein de la zone économique de Gada

La région de l'Oromia a signé un protocole d'accord avec la *China Civil Engineering Construction Corporation* (CCECC) pour le développement d'une zone franche au sein de la zone économique spéciale de Gada (Gada SEZ), en cours de construction. La création d'une telle zone, située à 65 km d'Addis Abeba, vise à augmenter les exportations, établir un centre de logistique commerciale et attirer l'investissement étranger. L'Éthiopie possède actuellement 13 parcs industriels publics qui, pour la plupart, sont engagés dans le domaine des textiles, de l'habillement et de vêtements. Cependant, les parcs n'ont pas atteint les résultats espérés sur le plan économique et n'ont pas permis de faire de l'industrie un moteur de la croissance économique éthiopienne. La Gada SEZ deviendra la deuxième zone franche en Éthiopie après celle de Dire Dawa.

Kenya

KCB signe un prêt de 95 MUSD avec Proparco en lien avec le climat

Cette ligne de crédit arrangé par Proparco est co-financée par le *European Financing Partners* (EFP) et Proparco en propre, à hauteur de 35 MUSD et de 60 MUSD respectivement. EFP est un véhicule de co-financement du développement durable qui favorise la coopération entre la BEI et les institutions de financement du développement européennes. 30 % de ce prêt, signé en marge du *Africa CEO Forum* 2024 à Kigali, bénéficiera à des femmes entrepreneures conformément à la taxonomie « 2X challenge », une initiative du G7 visant à promouvoir l'émancipation économique des femmes. KCB financera des projets qui privilégient la durabilité environnementale et un impact social élevé, en particulier dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Ce prêt devrait aussi permettre de maintenir près de 100 000 emplois, en particulier dans le secteur des petites et moyennes entreprises. KCB se positionne comme un acteur de premier plan en matière de développement durable en affichant soutenir les 14 objectifs du développement durable, via des investissements à impact social et durables.

Première utilisation pour le transit vers l'Éthiopie du port de Lamu

60 tonnes d'engrais ont été importées par le gouvernement éthiopien via le port de Lamu la semaine dernière. Cette opération est la première en 3 ans, depuis que le port est opérationnel. Il relance les espoirs de voir se concrétiser le « *Lamu Port South Sudan Ethiopia Corridor* » (LAPSSET) qui relie Lamu et les principales économies de la corne de l'Afrique. Cet événement fait suite à un échange de début mars au cours duquel les gouvernements kényan et éthiopien se sont engagés à une action collective pour faire du port de Lamu un point d'entrée des importations éthiopiennes, en baissant les frais de dédouanement notamment. En parallèle, la *LAPPSET Corridor Authority* planche sur un projet de zone économique spéciale pour favoriser l'implantation d'activités industrielles (textiles, cuirs, boissons) et logistiques. Pour attirer les entreprises, des exonérations de TVA et d'impôt sur les bénéfices sont envisagées. Faire du port de Lamu un hub régional dépendra de la capacité du gouvernement kényan à remettre en état les infrastructures routières reliant le port aux autres pays de la région. Les inondations et les routes endommagées ont ainsi retardé de plusieurs jours le transport des camions d'engrais vers l'Éthiopie.

Annonce d'une reprise des discussions avec la Chine pour le financement de la ligne SGR reliant le Kenya et l'Ouganda suite à la rencontre Ruto-Museveni

D'après son ministre des Transports, le Kenya aurait obtenu un engagement de la part de la banque chinoise *Exim Bank* pour le financement partiel de la ligne de chemin de fer à écartement standard (SGR) reliant Naivasha à la frontière ougandaise Malaba. Le Kenya et l'Ouganda continueront à solliciter d'autres financiers pour compléter le projet transfrontalier, en plus des financements déjà envisagés de la Banque africaine de développement et du *Kenya Railway Development Fund* (budget du gouvernement). Cette annonce est intervenue une semaine après que le Rwanda, le Burundi, la RDC et le Sud-Soudan aient rejoint le Comité ministériel conjoint du groupe SGR et se soient engagés à impliquer les partenaires de développement dans la recherche de financements pour le chemin de fer. Le Kenya a achevé la construction du SGR de 472 km entre Mombasa et Nairobi dans le cadre de la phase 1 et de la ligne de 120 km entre Nairobi et Naivasha dans le cadre de la phase 2A. Cependant, deux sections de 262 km de Naivasha à Kisumu (phase 2B) et de 102 km de Kisumu à Malaba (phase 2C) sont encore en attente de financements pour relier l'Ouganda à la frontière de Malaba et sont estimées à environ 5,3 Mds USD au total. Le Kenya espère reprendre la construction des sections Naivasha-Kisumu et Kisumu-Malaba à partir de juillet et septembre, respectivement, tandis que l'Ouganda devrait commencer la ligne Malaba-Kampala en septembre.

Madagascar

Difficile reprise du tourisme

La Confédération du tourisme de Madagascar (CTM) a publié un communiqué de presse pour exhorter les autorités malgaches à prendre des mesures immédiates pour assurer la disponibilité des infrastructures de transport indispensable au secteur, à savoir le renforcement de la connectivité aérienne et l'amélioration des routes. Alors que s'annonce la haute saison touristique, la CMT déplore la faiblesse du réseau aérien domestique et l'état dégradé des infrastructures routières. Si on observe une augmentation sur les quatre premiers mois 2024 du nombre de touristes accueillis à Madagascar, 57 778, par rapport à la même période de l'année précédente (50 447 visiteurs), la performance reste très en deçà de l'année 2019, année de référence pour le tourisme. En effet, cette année-là 65 070 touristes étaient accueillis sur la Grande Ile.

Partenariat avec le Japon pour moderniser le réseau interconnecté de Tamatave

Une délégation de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) est en mission pour trois semaines à Madagascar, dans le cadre de la préparation d'un partenariat stratégique, porté pour les autorités malgaches par le ministère de l'Energie et des hydrocarbures. Ce partenariat portera notamment sur la modernisation des infrastructures de distribution d'électricité du réseau interconnecté de Tamatave (RIT), la capitale économique du pays, devenue une nécessité urgente. Ce projet devrait plus largement bénéficier à la région Atsinanana. Il sera mis en œuvre en parallèle avec le projet d'extension du Grand port de Tamatave qui vise à renforcer sa capacité logistique.

Maurice

Evaluation de Maurice par le FMI au titre de l'article IV de ses statuts : s'engager dans une transformation structurelle pour une croissance durable et résiliente

Dans le cadre de l'évaluation de Maurice au titre de l'article IV de ses statuts, le FMI a salué le retour rapide de la croissance du pays à son niveau pré-COVID-19 avec un PIB à 8,9 % en 2022 et une estimation à 7 % en 2023. Le dynamisme du tourisme, de la construction des logements sociaux et des services financiers a été souligné. De même, l'inflation se réduit pour s'établir à 7 % en 2023, et le déficit du compte courant extérieur, grâce aux recettes du tourisme, est en baisse à 4,5 %. Pour autant, le FMI a rappelé la nécessité pour les autorités mauriciennes de reconstituer les réserves budgétaires et de réduire davantage la dette publique. Tout en contenant les dépenses courantes, le FMI recommande la préservation des dépenses sociales pour les populations vulnérables, notamment via la réforme du système des retraites. La promotion de la numérisation, le renforcement de la lutte contre la corruption, la diversification économique et le renforcement de l'adéquation des compétences ont également été encouragés, pour une transformation structurelle et une croissance durable et résiliente. Enfin, le FMI recommande à nouveau la suppression progressive de la participation de la Banque centrale dans la *Mauritius Investment Corporation* (MIC).

Hausse du SEMDEX depuis 12 mois consécutifs

D'après la Bourse de Maurice, le SEMDEX (38 principales capitalisations boursières du pays) a progressé sur les douze derniers mois, avec une hausse notable de 10,7 % (il est aujourd'hui évalué à 2 176,60 points). Le SEMDEX a été mis en place lors de la création de la Bourse de Maurice (*Stock Exchange of Mauritius*) le 5 juillet 1989 avec une valeur initiale de 100. Conçu pour capturer l'évolution des prix de toutes les actions ordinaires cotées sur le Marché Officiel, le SEMDEX est initialement un indice global. Depuis le 12 septembre 2016, le SEMDEX a été converti en un indice suivant l'évolution des prix de toutes les entreprises libellées en roupies et cotées sur le Marché Officiel. Cet indice, pondéré en fonction de la capitalisation boursière des entreprises, offre une vue d'ensemble de la santé et de la performance du marché boursier mauricien et est utilisé par les investisseurs pour évaluer les tendances du marché.

Ouganda

Le Parlement approuve contre toute attente un budget record de 19 Mds USD pour l'exercice 2024/2025

A l'approche des élections de 2026, le Parlement ougandais a ratifié le 16 mai dernier à la surprise des observateurs un budget record de 19 Mds USD, en hausse de 37 % par rapport à l'exercice en cours. Financé à hauteur de 44 % (8,5 Mds USD, +8 %) par les recettes intérieures, les ressources par endettement comptent pour 56 % du budget. Elles proviennent principalement d'un refinancement de dette (5,2 Mds USD), de l'aide projet (2,5 Mds USD), de nouveaux emprunts (2,3 Mds USD) et d'un soutien budgétaire (341 MUSD). Du côté des dépenses, 8 Mds USD sont consacrés à la gestion du passif de l'Etat, dont 3,2 Mds USD pour le service de la dette publique (incluant 813 MUSD pour le remboursement de la dette externe). Comme lors de l'exercice précédent, les investissements dans le capital humain (2,6 Mds USD, stables par rapport à 2022/23) ainsi que dans la sécurité (2,4 Mds USD, +14 %) sont les principales affectations sectorielles, devant les

infrastructures et les transports (1,3 Md USD, +8 %). A noter que 2,5 Mds USD sont budgétés pour de grands projets dont la construction des stades de Hoima et Lira en vue de l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations en 2027. Le projet ferroviaire SGR est lui abondé à hauteur de 576 MUSD qui serviront aux acquisitions de terrains et aux diverses études. La présentation officielle du nouveau Budget par le ministre de l'Economie et des Finances Matia Kasaija est prévue le 15 juin prochain.

Le Royaume-Uni octroie 5 MEUR pour soutenir l'accès à la cuisson propre

La ministre de l'Energie Ruth Nankabirwa s'est rendue à Paris à l'occasion du 1er « Sommet sur la cuisson propre » organisé par l'Agence internationale de l'Energie (AIE) témoignant de son engagement pour cette thématique. Au cours de l'événement rassemblant près de 60 pays, la Banque Africaine de développement s'est notamment engagée à consacrer 2 Mds USD sur 10 ans à des solutions de cuisson propre en Afrique. La coopération britannique a par ailleurs annoncé l'octroi de 5 MEUR à l'Ouganda pour les services de cuisson à l'énergie moderne. En 2023, elle était déjà intervenue dans la mise en œuvre de la stratégie nationale de cuisson électrique avec de l'assistance technique. Dans sa politique énergétique publiée en 2023, l'Ouganda a pour ambition d'accroître l'accès à la cuisson propre qui ne concerne que 1,5 % des foyers (94 % des Ougandais cuisinent à la biomasse – bois de sapin ou charbon de bois). Pour cela, le ministère de l'Energie mise particulièrement sur la distribution de kits de gaz de pétrole Liquéfié (LPG) dans les zones rurales.

Rwanda

Le FMI approuve un financement de 164 MUSD au Rwanda

Le Conseil d'administration du FMI a approuvé la 3^{ème} revue aux titres du *Policy Coordination Instrument* (PCI) et de la *Resilience and Sustainability Facility* (RSF), ainsi que de la 1^{ère} revue au titre de la *Standby Credit Facility* (SCF). Ces programmes accompagnent le Rwanda dans la mise en place de réformes macroéconomiques visant à prévenir des crises et construire des réserves contre les chocs extérieurs, fournir des financements pour lutter contre les chocs climatiques et en cas de déséquilibres de court terme de la balance des paiements. Le Conseil d'administration du FMI a approuvé le décaissement immédiat de 76,2 MUSD au titre de la RSF et 88,4 MUSD au titre de la SCF. Le FMI a maintenu que la performance du programme dans le cadre des deux accords a été forte, avec une mise en œuvre réussie des réformes sociales et de la rationalisation des dépenses mais aussi en renforçant sa résilience aux chocs climatiques. L'économie rwandaise poursuit sa croissance robuste, en dépit d'un environnement extérieur difficile, de chocs répétés et de l'assainissement budgétaire en cours.

Seychelles

Saison des croisières réussie avec 68 000 visiteurs

Selon les données publiées le 14 mai par la Secrétaire principale au tourisme, les Seychelles ont accueilli 38 navires avec environ 68 000 visiteurs sur la saison 2023-2024. La saison a été qualifiée de réussie, grâce au bon déroulement de toutes les opérations logistiques. Compte tenu de ces bons résultats, le Directeur général de l'Autorité portuaire des Seychelles (SPA), préconise la mise en place d'un comité comprenant toutes les parties prenantes, pour renforcer la qualité des services. Par ailleurs, le département du tourisme réalise actuellement une étude détaillée sur les habitudes de dépenses des visiteurs à bord des bateaux de croisière, afin de

s'adapter au mieux à la demande. Pour la prochaine saison qui reprendra en octobre 2024, 44 navires ont déjà été réservés.

Somalie

L'Ethiopie transforme son consulat au Somaliland en ambassade

L'Ethiopie fait du son consulat à Hargeisa, la capitale administrative de la région du Somaliland, une ambassade. Cette décision intervient dans le cadre d'un accord de reconnaissance par l'Ethiopie de l'Etat du Somaliland octroyant en retour un bail de 50 ans de 20 km de côtes au bord de la mer Rouge. L'Ethiopie envisage d'y construire une base navale et d'utiliser le port de Berbera à des fins maritimes. Cela permettrait à l'Ethiopie, pays enclavé, de diversifier ses sources d'approvisionnement et baisser ses coûts d'importations. La Somalie a renvoyé l'ambassadeur d'Ethiopie à Mogadiscio et demandé aux consulats éthiopiens au Puntland et au Somaliland d'être fermés sous 7 jours.

Soudan

Chute de 35 % du volume du commerce extérieur en 2023

Le ministre du Commerce et de l'Approvisionnement a révélé pour la première fois les chiffres de la balance commerciale pour 2023. Le volume du commerce extérieur se serait établi à 11,7 Mds USD, soit une chute de plus de 34 % comparé à 2022, avec un creusement de 61 % du déficit commercial. Cette diminution est due au recul à la fois des exportations, à 6,7 Mds USD, soit une diminution de 65 %, et des importations qui se seraient élevées à 9,4 Mds USD reculant de 15 %. Le ministre a annoncé cependant une augmentation du volume des échanges pour le premier trimestre 2024, qui aurait atteint 12,4 Mds USD, soit plus de 68 % comparé à la même période en 2022, avec les exportations établies à 3,8 Mds USD (+63 %), les importations à 8,6 Mds USD (+70 %), et un déficit 300 % supérieur à celui enregistré au premier trimestre 2022. Cette forte évolution des importations se justifie, selon le ministre, par l'arrêt de 85 % des usines à cause de la guerre. Il a signalé en outre un défaut de rapatriement de recettes par les exportateurs évalué à 700 MUSD depuis l'éclatement du conflit, en plus de la valeur d'exportation de 5 millions de têtes d'animaux.

Le gouvernement envisage une réorientation des exportations d'or vers le Qatar

Le ministre du Commerce et de l'Approvisionnement a annoncé que le Soudan et le Qatar envisagent la construction d'une raffinerie d'or à Qatar, qui serait dédiée au traitement des exportations d'or soudanaises. Cette déclaration a été faite à l'issue d'une rencontre avec le ministre du Commerce qatari, à l'occasion du forum sur la coopération économique arabo-asiatique tenu à Doha fin avril. Elle survient dans un contexte de détérioration des relations entre le Soudan et les Emirats Arabes Unis, à la suite de la plainte déposée par le Soudan du soutien Emirati aux RSF. Alors que les EAU sont le principal destinataire des exportations d'or soudanaises, en raison des multiples avantages offerts par ce pays liés aux transactions bancaires et aux opportunités de financement, le ministre a signalé que le gouvernement avait donné des directives aux banques soudanaises en vue de l'ouverture de comptes dans d'autres pays arabes, notamment au Qatar, dans le cadre d'une nouvelle politique de réorientation des exportations aurifères du Soudan vers ce pays. Pour mémoire, depuis 2012, l'or représente le premier poste d'exportation du Soudan, qui est classé comme troisième producteur de ce minerai en Afrique après le Ghana et l'Afrique du Sud, avec une production annuelle de 100 tonnes environs.

Soudan du Sud

Djouba accueille le forum climatique de l'IGAD et lance un projet pour renforcer la résilience agricole face au changement climatique

Le Soudan du Sud accueille du 20 au 22 mai la 67^{ème} édition du forum climatique « *The Greater Horn of Africa Climate Outlook Forum* », organisé par l'Autorité intergouvernementale pour le développement d'Afrique de l'Est (IGAD). Ce forum, tenu trois fois par an, rassemble les services météorologiques et hydrauliques des pays de la région pour élaborer des solutions contre l'impact du changement climatique. En parallèle, le gouvernement a lancé un projet quinquennal de 33 MUSD, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), pour renforcer la résilience des communautés agropastorales vulnérables au changement climatique. Ce projet bénéficiera à 75 000 personnes à travers la restauration des bassins versants, la formation à des pratiques agricoles climato-intelligentes et le renforcement des liens avec les marchés. Environ 95 % de la population Sud-Soudanaise dépend des ressources naturelles sensibles au climat, ce qui la rend extrêmement vulnérable à la hausse des températures, à des précipitations irrégulières et à des événements météorologiques extrêmes plus fréquents. Entre mars et avril 2024, le Soudan du Sud a enregistré des vagues de chaleur dans tout le pays qui ont tué au moins 15 personnes.

Révocation du gouverneur de l'Unité

Le Président Salva Kiir a démis de ses fonctions le gouverneur de l'État de l'Unité, Dr Joseph Nguen Monytil, le 20 mai dernier. Ce leader du SPLM/IO, principal mouvement d'opposition dirigé par le Vice-président Riek Machar, avait été nommé à ce poste en 2020 dans le cadre des accords de partage de pouvoir issus de l'accord de paix de 2018. Il sera remplacé par Riek Biem Tap Long, ancien Vice-directeur du département de la justice militaire. Aucune explication officielle n'a été fournie par le Président concernant cette révocation. Néanmoins, en avril 2013, un groupe d'enquêteurs soutenu par les Nations Unies avait accusé Joseph Monytil de violations graves des droits de l'homme dans son État. L'État de l'Unité revêt une importance stratégique à la fois politique, étant le lieu d'origine de Riek Machar et majoritairement peuplé par l'ethnie Nuer, et économique, en raison de ses ressources pétrolières abondantes et du principal pipeline d'exportation de pétrole qui y prend naissance dans la ville de Rubkona.

Tanzanie

La troisième revue du FMI au titre de la Facilité élargie de crédit devrait permettre un nouveau décaissement de 150 MUSD

Une mission du FMI a réalisé la troisième revue au titre de la Facilité élargie de crédit (ECF). Approuvée par le FMI (Staff level agreement) et les autorités tanzaniennes, cette revue devrait permettre dès l'approbation par le Conseil d'administration du FMI, un nouveau décaissement de 13,3 MDTs (150 MUSD), ce qui portera le soutien financier total au titre de l'accord à 55,5 MDTs (604,2 MUSD). Le chef de la délégation a fait état des performances économiques de la Tanzanie. La croissance économique se remet progressivement de l'environnement économique mondial défavorable et des chocs nationaux (pannes d'électricité, tensions sur les liquidités en devise). Elle s'est élevée 5,1% en 2023 et devrait atteindre 5,4% en 2024, soutenue par l'amélioration de l'environnement des affaires et la baisse des prix mondiaux des matières premières. Les priorités à court terme comprennent la flexibilité du taux de change et l'assainissement budgétaire, ainsi que l'augmentation des dépenses sociales prioritaires. La mission du FMI avait également pour but des discussions avec le gouvernement tanzanien en vue de

l'octroi d'une Facilité pour la résilience et la durabilité (RSF). Ce programme devrait fournir des ressources concessionnelles supplémentaires afin de soutenir les réformes structurelles et les investissements en matière d'adaptation et d'atténuation climatique.

La Tanzanie remplit pour la première fois les critères de retrait de la liste des PMA

Le Conseil Economique et Social des Nations-Unies (ECOSOC) a indiqué dans son rapport triennal que la Tanzanie remplissait pour la première fois les critères de retrait de la liste des pays les moins avancés (PMA) depuis sa création en 1971. À cette époque, la Tanzanie était classée parmi les 25 premiers PMA. Afin de sortir de la liste des PMA, un pays doit remplir deux des trois critères de reclassement (revenu brut par habitant, indice de capital humain et indice de vulnérabilité économique et environnementale). La Tanzanie remplit pour la première fois deux de ces trois conditions mais ne satisfait pas au critère de revenu (1 093 USD en moyenne entre 2020 et 2022 au lieu de 1 306 USD). Conformément à la procédure établie, le Conseil étudiera à nouveau le dossier du pays en 2027. Si les critères sont à nouveau remplis, la Tanzanie pourrait être recommandée pour une sortie de la liste des PMA, qui sera effective après l'approbation de la recommandation par l'ECOSOC et l'Assemblée générale et au terme d'une période préparatoire, de deux ans en général. Lorsqu'un pays est reclassé, il cesse de bénéficier des mesures de soutien international réservées aux PMA (aide concessionnelle, traitement au sein de l'OMC, accès aux marchés).

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : Quentin DUSSART
quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Béatrice ALPERTE beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Julien DEFRANCE julien.defrance@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Gregory SIDRAC gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Almuiz MOHAMAD almuiz.mohamad@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr, heloise.tournoux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Nairobi et des SE de l'AEOI

Abonnez-vous : olive.nasibwondikabisa@dgtresor.gouv.fr